RDC
Sophie Wilmès à Kinshasa, un nouveau chapitre dans les relations belgo-congolaises.

REPORTAGE PAGE 9

07
vendredi 7 février 2020
www.lecho.be

L'Echo

AB InBev remplace son directeur financier trois semaines avant de dévoiler ses résultats. PAGE 13

Pour son CEO, Perlego, le «Spotify des livres académiques», n'aurait pas pu être lancé en Belgique. PAGE 15

La XC 40 gantoise amène Volvo vers des sommets.

PAGE 14

Le déficit s'envole à 12,3 milliards

La semaine passée, nous annoncions que le budget belge 2019 terminait en déficit de 1,85% du produit intérieur brut (PIB) ou 9 milliards d'euros. Soit deux fois plus que ce que le gouvernement Michel avait estimé lors de l'élaboration du budget fin 2018. On peut aujourd'hui déduire des nouvelles estimations du Bureau du plan que le trou s'est accru encore plus que prévu pour cette année. Le déficit atteindra 12,3 milliards d'euros, soit 2,5% du PIB selon nos calculs – un rapport détaillé a été demandé par le ministre du Budget au comité de monitoring jeudi. Et ce, alors que l'an passé, en septembre, ledit comité estimait encore que le déficit atteindrait 10 milliards d'euros en 2020. Entre-temps, plus de 2 milliards se sont donc ajoutés à l'ardoise. **P. 6**

Un courtier fait bondir l'action Mithra

L'action Mithra a bondi de plus de 13% jeudi, signant la plus forte progression du marché continu de la Bourse de Bruxelles. Le titre de la société biotech a bénéficié d'une recommandation de Berenberg. Le courtier a entamé la couverture de la valeur belge avec un conseil d'achat et un objectif de cours fixé à 40 euros, qui donne un potentiel de hausse de 50% à Mithra d'après son cours de clôture de jeudi. Les analystes de Berenberg voient plusieurs atouts dans les produits développés par la société belge, dont un avantage compétitif pour l'œstrogène développé par Mithra pour la contraception féminine, parce qu'il produit les mêmes effets que les autres œstrogènes présents sur le marché, mais avec un profil de sécurité plus élevé.

P. 24

MARCHÉS

BEL 20	+0,91%	4.140,23 ↗
EUROSTOXX 50	+0,73%	3.805,52 ↗
DOW JONES	+0,30%	29.379,77 ↗
EURO EN DOLLAR	−0,18%	1,0980 ↙
TAUX BELGE (à dix ans)	±0 pts de base	-0,13% =
ONCE D'OR (en USD)	−0,32%	1.553,30 ↙

139e ANNÉE N°29
BEL 2,80 € LUX 3,30 €
06
5 413639 101546

Une Belge pour succéder à Isabelle Kocher?

Le conseil d'administration d'Engie a tranché. Isabelle Kocher ne sera pas reconduite à la tête du géant français de l'énergie. En cause, de nombreux désaccords avec son conseil d'administration, dont sa trop forte inclination stratégique au détriment de la dimension opérationnelle. A sa succession, quatre candidates émergent, dont deux Belges. Dominique Leroy, d'abord, à peine refusée à la tête de l'opérateur néerlandais KPN, fait office de candidate idéale. Sophie Dutordoir, ensuite, bénéficie de l'expérience nécessaire de la vie au sein du groupe, du fait de ses années passées à la tête d'Electrabel. Deux Françaises, enfin, se détachent du peloton, apprend-on à bonne source. L'actuelle patronne de la RATP Catherine Guillouard, qui siégeait d'ailleurs au conseil d'Engie jusqu'à l'an dernier, et Sandra Lagumina, l'ancienne directrice générale adjointe d'Engie, *«très appréciée des équipes»* et renvoyée par Isabelle Kocher.

En attendant, le pilotage opérationnel du groupe est confié de manière collégiale à Paulo Almirante, directeur général des opérations, Judith Hartmann, directrice financière, et Claire Waysand, secrétaire générale, cette dernière assumant le mandat de directrice générale par intérim.

LIRE EN PAGES 2 ET 3

Dassault a trouvé un repreneur pour Sabca

Propriétaire de Sabca, le groupe français Dassault a conclu un accord pour une reprise de l'entreprise belge, selon nos informations. Le nom du repreneur doit être annoncé ce vendredi. Le cours de la société sur Euronext a été suspendu jeudi toute la journée. Il devrait le rester ce vendredi.

Créée en 1920, Sabca (pour Société anonyme belge de constructions aéronautiques) est la plus ancienne entreprise aéronautique belge. Dassault en détient 96,85% (le reste est sur Euronext) suite à la reprise, en mars 2019, des parts du néerlandais Fokker, qui appartient au groupe britannique GKN.

Le groupe français, majoritaire depuis 1968 et l'achat par la Belgique des chasseurs Mirage, avait décidé de vendre Sabca en août 2019. Une annonce qui suivait le choix du gouvernement belge d'acheter des F-35 aux Américains de Lockheed-Martin plutôt que des Rafale, construits par un consortium réunissant Dassault Aviation, Thales et Safran.

Dirigée par Thibault Jongen, qui en est aussi depuis peu le président, la société emploie plus de 1.000 personnes dans notre pays, réparties entre Haren (Bruxelles), Gosselies et Lummen. Elle possède aussi une filiale au Maroc. Elle est présente sur trois segments de marchés: l'aérostructure civile, la maintenance militaire et l'espace. Après plusieurs années difficiles, elle est à nouveau profitable, malgré un chiffre d'affaires en recul.

Sur les lanceurs spatiaux, Sabca fabrique surtout, en collaboration avec Thales Alenia Space, les systèmes d'actuation des tuyères, qui permettent d'orienter les fusées lors de leur lancement. Très peu d'entreprises maîtrisent cette technologie.

LIRE EN PAGE 5

Le cours de l'action Sabca a été suspendu jeudi et devrait le rester ce vendredi.

Le Bel 20 pris dans une folle ascension

Après une trêve de quelques jours imposée par la propagation de l'épidémie de coronavirus en Chine, la Bourse de Bruxelles est repartie de l'avant. En hausse au cours des quatre dernières journées, l'indice Bel 20 est en passe de réaliser une de ses meilleures semaines de son histoire. Il affichait jeudi soir une hausse de 5,95% depuis le week-end dernier.

La performance est de taille. Mais elle est loin d'être un cas unique. Depuis qu'il a été lancé en janvier 1991, l'indice phare de la bourse belge a enregistré une hausse hebdomadaire de 5% à 23 reprises. En admettant qu'il conserve intacte son avance accumulée ces derniers jours jusqu'à la clôture de la séance de vendredi, l'indice signera son 14e meilleur bilan hebdomadaire.

Trump plus discret

La rapidité de la hausse de l'indice Bel 20 fait craindre à certains que l'ascension soit proche de son terme. Au risque, pour les investisseurs, de glisser dans une bulle. Si l'on se fie aux données compilées par Bloomberg, ce danger ne paraît pas imminent. Les 20 actions qui font partie de l'indice Bel 20 se traitent actuellement à 15,5 fois les bénéfices en 2019.

Par ailleurs, toutes les actions liées à cet indice n'ont pas encore été en mesure de retrouver leur plus haut historique. Ce qui donne au Bel 20 de la marge pour atteindre des seuils plus élevés.

Pour retrouver son point le plus élevé depuis son lancement en janvier 1991, atteint en mai 2007, l'indice doit encore monter de 15%.

Sans pour autant exclure des périodes de prises de bénéfice, une série de facteurs sont susceptibles d'alimenter la poursuite de la hausse du Bel 20, ainsi d'ailleurs que celles d'autres marchés. Citons pêle-mêle la récente baisse des rendements obligataires, la chute des prix du pétrole, l'apaisement des tensions commerciales internationales. Enfin, on peut imaginer encore qu'en vue d'assurer sa réélection à la présidence des Etats-Unis, Donald Trump ne prendra pas le risque de déstabiliser Wall Street. C'est tout bon pour les bourses mondiales. **LIRE EN PAGE 4**

+5,95%

Les gains enregistrés par le Bel 20 depuis le début de la semaine.

L'essentiel

Pourquoi Kocher a pris la porte

Le couperet est tombé. Isabelle Kocher est remerciée par le conseil d'administration du géant Engie. Analyse de la situation en cinq questions.

MAXIME VANDE WEYER

C'était dans l'air depuis plusieurs semaines. Isabelle Kocher, la directrice générale de l'énergéticien français Engie depuis près de quatre ans, ne sera pas prolongée à son poste. Le conseil d'administration de l'énergéticien a en effet tranché ce jeudi, confirmant la rumeur qui animait le Tout Paris et tirant un trait sur un règne mouvementé à la tête du géant de l'énergie.

Divergences d'opinions stratégiques, mésententes avec le conseil d'administration, voire désaveu de l'actionnariat, celle qui est entrée chez Engie en tant que CFO en 2011 aura causé bien des remous dans les hautes sphères de l'énergie franco-belge. Pour mieux comprendre les raisons de la colère et les perspectives d'avenir pour le groupe, une approche analytique s'impose. Décodage en cinq questions.

Pourquoi cette éviction?

Le principal reproche fait depuis longtemps à Isabelle Kocher par son conseil d'administration, personnifié par son président, Jean-Pierre Clamadieu, concerne sa trop forte inclination stratégique, intellectuelle même, au détriment de la dimension opérationnelle qu'impose la fonction de CEO d'un tel groupe. *«La stratégie est l'affaire du CA, pas du dirigeant»*, nous glisse-t-on en coulisses. Conséquence, les choix d'Isabelle Kocher se seraient heurtés aux volontés de l'actionnariat au fil de son mandat, résultant en une diversification des métiers du groupe jugée par certains excessive, empêchant le cours de Bourse de décoller, condamné à la stagnation contrairement à ceux des concurrents européens du secteur tels Enel, Iberdrola ou E.ON, et du reste du CAC 40.

Ensuite, d'aucuns soulignent le manque de soutien dont Isabelle Kocher bénéficiait au sein de l'actionnariat du groupe. En particulier, sa garde rapprochée, jugée trop faible, les mésententes avec Jean-Pierre Clamadieu et les réticences, ouvertement exprimées, du Président Emmanuel Macron quant aux compétences de la patronne auront fortement pesé dans la balance, l'Etat français disposant de 24% du capital du groupe.

Deux événements lui auront sans doute coûté la confiance du conseil et auront scellé le destin de la dirigeante. Sa tentative, d'abord, de céder les participations d'Engie dans le parc nucléaire belge à l'autre géant français de l'énergie EDF, le tout sans l'aval de son conseil d'administration et en dépit de l'avis du gouvernement belge, à l'époque incarné par Charles Michel (MR). Son contournement de la décision du CA, ensuite, dans le dossier Suez, dont Engie dispose de 32% des parts. Isabelle Kocher était allée à l'encontre de l'avis du conseil, proposant au Premier ministre français Edouard Philippe de procéder à une OPA sur Suez, ce qui aurait fortement déplu à Jean-Pierre Clamadieu et *«aurait dû lui coûter sa place à ce moment-là»*, nous concède-t-on encore. Enfin, une tribune de soutien à Isabelle Kocher signée par une longue liste de personnalités et publiée dans Les Echos le 3 février dernier aura sans doute fait office de dernier clou du cercueil, le sommet de l'Etat et de l'actionnariat l'ayant sans doute perçu comme un ultime affront. Le sommet de l'Etat et de l'actionnariat l'ayant sans doute perçu comme un ultime affront.

Sa stratégie aura mené l'énergéticien à conserver une présence marquée dans les énergies renouvelables. © REUTERS

Quel impact sur la stratégie du groupe?

La stratégie conduite par Isabelle Kocher aura mené l'énergéticien à conserver une présence marquée sur les fronts des énergies renouvelables, des infrastructures, des services ou encore de l'énergie nucléaire en Belgique par l'intermédiaire d'Electrabel, ce que d'aucuns estiment contraire au courant actuel de l'industrie. La principale volonté exprimée par Jean-Pierre Clamadieu pour le futur d'Engie consiste en «l'accélération de la transformation du groupe». La véritable question sera donc celle de la spécialisation du groupe à certains métiers particuliers au profit d'autres afin de rétablir la rentabilité et éponger la dette.

Sa tentative de céder les participations d'Engie dans le nucléaire belge à EDF sans l'aval de son conseil d'administration a contribué à l'éviction de Kocher.

La stratégie conduite par Isabelle Kocher aura mené l'énergéticien à conserver une présence marquée sur les fronts des énergies renouvelables, des infrastructures, des services ou encore de l'énergie nucléaire en Belgique par l'intermédiaire d'Electrabel, ce que d'aucuns estiment contraire au courant actuel de l'industrie. La principale volonté exprimée par Jean-Pierre Clamadieu pour le futur d'Engie consiste en *«l'accélération de la transformation du groupe»*. La véritable question sera donc celle de la spécialisation du groupe à certains métiers particuliers au profit d'autres afin de rétablir la rentabilité et éponger la dette.

Nul doute que la mission qui incombera au (à la) successeur(e) d'Isabelle Kocher sera de faire renouer le cours de bourse du groupe avec la croissance. Dans cette optique, la stratégie de la transformation devrait se poursuivre mais elle prendra vraisemblablement une forme différente.

Qui pour lui succéder?

Avec le départ d'Isabelle Kocher s'en va la seule femme dirigeante du CAC 40. Tout un symbole qui pourrait peser lourd sur la désignation de son (sa) successeur(e), dans un secteur majoritairement fait d'hommes. Un profil type se détache d'ailleurs déjà: *«il faut quelqu'un de loyal, avec de fortes compétences opérationnelles et une grande expérience dans la transformation de sociétés. De préférence une femme»*, nous confie une source bien informée.

Quatre candidates semblent d'emblée se détacher, dont deux Belges. Dominique Leroy, d'abord, à peine refusée à la tête de l'opérateur télécom néerlandais KPN, fait office de candidate idéale. *«Son accent opérationnel correspond au profil, pourquoi pas?»*, nous avoue-t-on au sujet de l'ancienne CEO de Proximus. Sophie Dutordoir, ensuite, bénéficie de l'expérience nécessaire de la vie au sein du groupe, du fait de ses années passées à la tête d'Electrabel. *«Elle serait la candidate idéale»*, nous dit-on encore.

Deux Françaises, enfin, se détachent du peloton, apprend-on à bonne source. L'actuelle patronne de la RATP Catherine Guillouard, qui siégeait d'ailleurs au conseil d'Engie jusqu'à l'an dernier, et Sandra Lagumina, l'ancienne directrice générale adjointe d'Engie, «très appréciée des équipes» et renvoyée par Isabelle Kocher.

Quel rôle jouera Jean-Pierre Clamadieu?

L'actuel président du conseil d'administration était pressenti pour endosser la double casquette de président et de directeur général, comme c'était le cas de Gérard Mestrallet entre 2008 et 2016. Finalement, le pilotage opérationnel du groupe sera confié de manière collégiale à Paulo Almirante, directeur général des Opérations, Judith Hartmann, directrice financière et Claire Waysand, secrétaire générale, cette dernière assumant le mandat de directeur général par intérim.

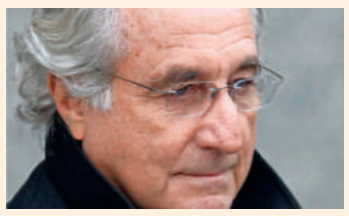
Jean-Pierre Clamadieu sera amené à éteindre l'incendie politico-médiatique encerclant le groupe en cette fin d'ère Kocher. Du reste, c'est bien la poursuite de la transformation du groupe qui occupera son temps avec, en prime, la question du nucléaire belge à résoudre.

Quel impact sur la Belgique?

Premier fournisseur d'énergie en Belgique et principal exploitant des sept réacteurs du territoire, Engie entretient une relation toute particulière avec le royaume. Avec 2,1 milliards d'euros additionnels provisionnés pour programmer la sortie du nucléaire prévue, sauf preuve du contraire, à l'horizon 2025, le groupe, par l'intermédiaire de sa filiale Electrabel, reste solidement ancré en Belgique, à l'image du CA récemment remanié d'Electrabel. Avec Johnny Thijs comme président du conseil, la filiale sera sans doute amenée à jouer un rôle de plus en plus prépondérant sur la gouvernance de l'ensemble du groupe.

ESCROC

Madoff demande à être libéré pour maladie



© REUTERS

Selon un recours auprès d'un juge fédéral de Manhattan par son avocat, Bernard Madoff, âgé de 81 ans, demande à être libéré dès maintenant, «par compassion», en raison d'une maladie mortelle des reins. L'auteur de la pire escroquerie financière de l'histoire a été condamné à 150 ans de prison en 2009.

CO-WORKING

Ouverture d'un espace réservé aux femmes

Un espace de travail d'un nouveau genre est disponible depuis lundi à Bruxelles: un lieu de co-working dédié aux femmes, baptisé Womanly. Ce nouvel espace doit permettre un accompagnement de toutes les femmes dans leur carrière. Le lieu est inauguré jeudi soir. L'objectif de Womanly, outre la mise à disposition d'un espace de travail sur une surface de 350 mètres carrés, est d'aider les membres à développer leur activité professionnelle, souligne une porte-parole. Une foule de services est dès lors proposée comme un espace bien-être, des services de repassage, nettoyage, courses, etc.

VOYAGES

25 ans

Airbnb veut restreindre certaines réservations pour les moins de 25 ans pour empêcher la dégénération des «party houses». Ces restrictions, testées au Canada, font suite à des fusillades dans un Airbnb à Toronto la semaine dernière au cours de laquelle trois personnes ont été tuées. Trois personnes avaient été tuées en octobre à San Francisco dans un Airbnb.

BOURSES

Euronext étudie des séances plus courtes

Le groupe Euronext, qui gère les Bourses de Bruxelles, Amsterdam, Paris, Lisbonne, Oslo et Dublin, va voir s'il est opportun de mettre en place des séances boursières plus courtes et va entamer des discussions à ce sujet avec ses partenaires sur ses différents marchés. Euronext a pris cette initiative après des plaintes de traders sur la longueur (8,5 heures) de leur journée de travail. A New York, une séance à Wall Street ne dure par exemple que 6,5 heures.

La Bourse de Londres (LSE) a pour sa part déjà mené de telles consultations, dont les résultats ne sont pas encore connus.

MODE

Theyskens, directeur artistique d'Azzaro

© AFP

Le créateur belge a été nommé directeur artistique d'Azzaro. Le styliste de 43 ans à l'esthétique alliant le romantisme avec des touches rock et gothique et dont les créations ont été portées par Madonna ou Nicole Kidman, sera en charge des collections couture ainsi que de ses lignes de prêt-à-porter et accessoires femme et homme.